



RENCONTRE DES SECTIONS NATIONALES DE TI DE L'AFRIQUE CENTRALE Pointe Noire, 26 - 27 juin 2019

-DECLARATION FINALE-

Nous, participants de la rencontre sous-régionale des sections nationales de Transparency International (TI) de l'Afrique centrale tenue à Pointe Noire les 26 et 27 juin 2019, et élargie à d'autres acteurs de la société civile et des médias de la République du Congo :

NOTONS que, suite à des déficits de gouvernance en général et de bonne gouvernance en particulier, malgré son immense richesse en ressources naturelles, l'Afrique centrale, deuxième poumon de la planète, continue d'être étouffée par d'énormes défis de développement caractérisés notamment par un taux de pauvreté très élevé de ses populations, tel qu'attesté par l'Indice de développement humain des Nations Unies, un endettement massif et injustifié et un indice de corruption extrêmement mauvais;

RECONNAISSONS que l'amélioration de la gouvernance en Afrique centrale n'est pas l'apanage exclusif des pouvoirs publics mais qu'elle est avant tout une **demande des citoyens de la sous-région et requiert la participation active de toutes les composantes de la société, et en particulier la société civile et les citoyens ;**

CONSTATONS que malgré leur adhésion aux différents instruments juridiques internationaux de lutte contre la corruption notamment la Convention des Nations Unies contre la Corruption (CNUCC), la Convention de l'Union Africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption, la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la bonne gouvernance, la majorité des **Etats de l'Afrique centrale tardent à se conformer aux dispositions pertinentes de ces instruments**, particulièrement en ce qui concerne **la mise en application des lois en matière de lutte contre corruption et de promotion de la bonne gouvernance et la mise en place des institutions de lutte contre la corruption indépendantes, dotées de ressources adéquates pour remplir efficacement leurs missions et des pouvoirs nécessaires pour réprimer les actes de corruption qui privent la région de ses opportunités de développement;**

DEPLORONS la menace persistante et les pressions diverses visant à réduire l'espace d'expression de la société civile dans la sous-région ;

LANCONS aux Etats de la sous-région un appel afin qu'ils prennent des **mesures idoines pour une domestication effective des dispositions des instruments juridiques** internationaux susmentionnés ;

REITERONS notre engagement à renforcer la coopération entre les organisations de la société civile de l'Afrique centrale œuvrant dans la lutte contre corruption en général, et les sections nationales de TI en particulier, **d'identifier et/ou renforcer les partenariats stratégiques** et utiles avec les autres parties prenantes de la lutte contre la corruption et la promotion de la bonne gouvernance notamment les gouvernements, le secteur privé, les institutions sous-régionales et les partenaires au développement pour travailler ensemble sur des **solutions durables aux défis de la gouvernance qui se posent dans la sous-région.**

RETENONS comme **priorités stratégiques** les questions suivantes dans le cadre d'un plaidoyer sous-régional et des actions collectives : **l'intégrité dans la gouvernance climatique et forestière, l'intégrité dans la gouvernance foncière, la transparence budgétaire, l'intégrité dans les services sociaux de base, la protection de l'espace civique, l'accès à l'information, la protection des lanceurs d'alerte, l'intégrité politique, les flux financiers illicites, l'intégrité dans les passations des marchés publics, le renforcement des capacités des acteurs de la lutte contre la corruption et le renforcement de la présence du mouvement anti-corruption en Afrique centrale notamment par l'implantation de nouvelles sections nationales de TI dans les autres pays de la sous-région;**

REMERCIONS l'Union européenne et l'Agence Française de Développement pour leur appui financier à la tenue de cette rencontre ;

RENOUVELLONS notre invitation aux bailleurs de fonds et aux institutions sous-régionales à apporter un **appui technique et/ou financier dans le cadre de la mise en œuvre des questions prioritaires suscitées** afin de contribuer à la promotion de la bonne gouvernance dans la sous-région Afrique centrale ;

EXPRIMONS aussi nos vifs remerciements à la RPDH pour l'accueil chaleureux et la félicitons pour l'organisation réussie de la rencontre.

Fait à Pointe Noire, le 27 juin 2019

**Rencontre pour la Paix et les Droits humains
Ligue Congolaise de Lutte contre la Corruption
Transparency International Cameroun**